



Lettre ouverte au Ministre de l'Éducation Nationale Edouard GEFFRAY

## Le monde enseignant à l'heure d' « Orange Mécanique » : l'urgence de protéger vos agents face à l'effondrement du sanctuaire scolaire

Monsieur le Ministre,

Nous vous adressons cette lettre pour exprimer une alarme qui ne relève plus du simple mécontentement, mais du constat d'un effondrement. Notre école de la République bascule aujourd'hui dans une réalité que l'on pensait réservée aux dystopies cinématographiques : celle de l'ultra-violence, une forme d'« Orange Mécanique » scolaire où l'agression hélas, devient notre norme.

Les faits récents marquent un seuil de non-retour : **l'agression au couteau d'une enseignante en plein collège et la menace d'un directeur par un enfant de sept ans, armé d'une lame**. Ces actes ne sont pas des incidents isolés ; ils sont le sommet émergé d'un quotidien fait de morsures, de coups et de bousculades, d'insultes, de menaces, portés par des élèves dont les possibles pathologies nécessiteraient des soins spécialisés que des familles, par déni ou carence, défaut d'aide médicale, refusent de mettre en place. Notre syndicat est souvent alerté sur ces faits dont les victimes ne se déclarent pas systématiquement en accident de service ; alors que très impactés, meurtris.

L'analyse de l'Autonome de Solidarité Laïque (ASL) confirme ce diagnostic sombre. Comme le souligne leur dernier baromètre, l'idée que l'École soit un « sanctuaire » appartient désormais au passé !

« Dans un climat où les faits de harcèlement, les insultes et les menaces à leur égard semblent se multiplier, les enseignants disent leur mal-être et leur sentiment de ne plus être suffisamment respectés. [...] S'installe ainsi, chez les personnels, l'idée que l'École n'est plus un sanctuaire. »

Les chiffres de l'ASL sont accablants : 73,8 % des dossiers de protection juridique ouverts concernant une agression ou un sentiment d'agression. Si les violences physiques extrêmes sont le choc visible, c'est le climat de « basse intensité » ; diffamations (35,14 %) et agressions verbales (29,21 %) qui épuise vos troupes au quotidien. Comme le rappelle Jean-Louis Linder, Président de l'ASL, l'école est devenue un lieu où « les problèmes journaliers sont extrêmement présents et pesants ».

Monsieur le Ministre, vos agents sont à bout. Ils sont les grands oubliés d'un système qui les a transformés en cibles. Face à cette détresse, l'institution répond par une saturation de protocoles. Nous sommes dans en plein Kafka : l'absurde : l'administration multiplie les formulaires de signalement, les guides et la paperasse, alors que les enseignants réclament de la sécurité.

La bureaucratie ne remplacera jamais l'autorité.

La preuve de ce malaise total est sous vos yeux : l'épisode récent à Toulouse, où la totalité des enseignants d'une école s'est mise en arrêt maladie le même jour, est sûrement un cri de désespoir inédit. C'est la réponse de personnels asphyxiés par les procédures administratives ; l'absence de réponse pérenne, au détriment de leur protection physique.

Nous attendons de vous des mesures d'urgence :

1. **La fin de l'impunité** : Une réponse pénale et disciplinaire immédiate pour chaque agression, sans filtre.
2. **La protection réelle contre la bureaucratie** : Alléger radicalement les protocoles pour que les directeurs et enseignants retrouvent leur mission première : enseigner et diriger en sécurité. À l'image de Joseph K. dans Le Procès, l'enseignant ou le directeur agressé se retrouve projeté dans un labyrinthe de protocoles où l'on cherche moins à le protéger qu'à vérifier s'il a bien rempli les bonnes cases. Il faut que cela cesse !
3. **Le traitement des situations médicales** : Ne plus laisser vos agents seuls face à des enfants nécessitant des structures spécialisées quand le cadre familial fait défaut. Malgré les IP souvent nombreuses à ce sujet.

L'école ne peut rester ce lieu où l'on remplit des colonnes d'enquêtes, certes indispensables pour votre Ministère, pour tout et n'importe quoi, nombre d'ordinateurs, de TNI, d'intervenants, alors qu'il suffit de demander aux autorités de tutelles, pendant que les couteaux sortent des cartables.

Il est temps qu'à travers vous : l'État redevienne la citadelle de ses agents.

Nous vous renvoyons au baromètre du bien-être des personnels de l'Éducation nationale : Rapport annuel de votre ministère qui montre de façon constante que vos personnels de direction et vos directrices et directeurs d'école affichent les scores de stress et d'insatisfaction les plus élevés.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de notre haute considération.